

Faits saillants – Épisode 34

Dominic Rochon fait un bref survol de sa carrière, notamment de son poste et de son mandat, ainsi que du mandat général de Sécurité publique Canada. Il discute de ses responsabilités comme sous-ministre adjoint. Il explique qu'il est le principal responsable du secteur de sécurité et cybersécurité nationales. Il soutient que l'objectif global est de faire en sorte que le Canada soit prêt à faire face à un éventail de menaces, et que dans le cas échéant, il soit en mesure d'intervenir.

Il explique qu'à travers son mandat, il touche à plusieurs domaines, notamment la lutte contre le terrorisme, la protection des infrastructures essentielles, la cybersécurité, la lutte contre la prolifération, la lutte contre les États hostiles, la sécurité économique, et bien sûr l'engagement en matière de transparence et de sécurité nationale.

Monsieur Rochon donne une brève mise en contexte sur les événements avant l'engagement de 2019, notamment la loi-C59. Il discute des raisons qui ont mené à l'Engagement de transparence en matière de sécurité nationale (ETSN) adopté en 2019 par le gouvernement Trudeau. Il explique la nature de cet engagement, qui a été créé dans l'esprit de favoriser la responsabilisation par une courroie de transmission plus directe avec les Canadiens et Canadiennes, soit une plus grande transparence entre les ministères et les organismes de sécurité nationale et le grand public.

Monsieur Rochon précise que l'engagement en matière de sécurité nationale n'a aucune fonction d'examen ou de surveillance, mais vise directement l'information et l'engagement du public. Il explique que l'ETSN se divise en trois domaines : la transparence de l'information, le pouvoir et la politique et six principes.

Dominic Rochon discute du Groupe consultatif sur la transparence de la sécurité nationale (GCTSN), une initiative qui a découlé de l'ETSN de 2019. Il explique que le GCTSN a été créé pour conseiller le sous-ministre de la sécurité publique sur la mise en œuvre de ETSN et dans le but de soutenir les ministères et les agences au sein de la sécurité nationale à faire preuve de plus grande transparence dans leurs politiques, leurs programmes et leurs activités de sécurité nationale.

Monsieur Rochon discute de la composition du groupe ainsi que des objectifs des travaux du GCTSN. Il explique que le groupe est composé de dix membres externes à la fonction fédérale, ainsi que lui-même, représentant le ministère et le gouvernement. Les dix membres tous volontaires incluent un représentant de la société civile, des universitaires et des anciens fonctionnaires qui possèdent une expertise des enjeux liés à la sécurité nationale et à la transparence.

Il soutient que les travaux du groupe ont plusieurs objectifs, notamment l'intégration de la transparence aux pratiques, aux politiques et aux activités du Canada en matière de sécurité nationale.

Dominic Rochon affirme que les rapports publiés par le GCTSN ont toujours été bien accueillis. Il explique que, alors que les rapports ont été bien reçus, le premier offrait un bon survol des enjeux, mais ne comportait pas de recommandations. Le deuxième rapport lui proposait quelques recommandations reliées à une mécanique de mise en œuvre de l'ETSN dans le futur, dans une perspective à long terme.

Il affirme que le troisième rapport sera différent des derniers rapports puisqu'il propose une vingtaine de recommandations précises, qui traitent directement d'activités et d'enjeux qui touchent le public et les communautés.

Il soutient que le SCRS a déjà publié des éléments de réponse de contextualisation pour donner suite au 3e rapport, donc on voit déjà une réaction positive de la part des ministères et des agences de la sécurité nationale.

Il explique que le lien avec l'engagement de transparence en matière de sécurité nationale et les groupes racisés est que le troisième rapport cadre exactement avec un des trois domaines de ETSN, soit politique, qui veut faciliter le dialogue avec les Canadiens et Canadiennes sur les questions stratégiques ayant des répercussions sur la sécurité nationale. Il insiste sur l'importance du dialogue et de la consultation, et que les recommandations du troisième rapport vont vraiment faire une différence pour les organisations et la population.

Dominic Rochon explique l'importance d'améliorer la capacité d'engagement avec les groupes racisés. Il fait un survol des principaux éléments à améliorer pour que cet engagement soit optimal.

Il soutient que le rapport comporte des recommandations utiles sur la façon d'orienter les efforts de mise en œuvre de l'ETSN et des conseils pour que les ministres et les agences puissent poursuivre une culture organisationnelle et une communauté de pratique plus transparente.

Il réitère que l'engagement est une activité centrale au processus du développement d'analyse et de revue des politiques. Il explique qu'en développant et en rendant public des stratégies d'engagement, les organisations seraient davantage encouragées à développer des stratégies plus intégrées et efficaces, qui tiennent compte d'un ensemble d'activités.

Il explique que rendre public ouvre la possibilité de rétroaction à la part du public et des divers intervenants. Un autre avantage est que le public risque de devenir mieux informé sur les différents types d'activités d'engagement et de consultation faites par les différentes organisations et ainsi être mieux au fait des opportunités de consultation et de dialogue, générant une plus grande et plus diverse participation.

Dominique Rochon élabore sur la décision du groupe d'aborder la question de l'intelligence artificielle dans le rapport. Il explique que l'intelligence artificielle et la progression de la technologie de l'information est un sujet qui attire de plus en plus l'attention du public et qui a soulevé plusieurs discussions au sein du GCTSN.

Il explique que les experts et intervenants rencontrent à plusieurs reprises des enjeux de transparence avec l'adoption et l'utilisation de ces technologies émergentes, notamment par rapport à leurs impacts sur certains groupes, leurs inquiétudes sur la vie privée, les possibles biais systémiques de ces outils et la compréhension du public face à l'utilisation et les limites de ces technologies, etc.

Il affirme que ce rapport est utile puisqu'il a non seulement permis de soulever des questions importantes quant aux technologies émergentes, mais il a aussi permis de sensibiliser le public davantage quant à l'existence, les débats et enjeux en cours en lien avec ces technologies.

Il soutient que ce sujet risque de faire encore partie du prochain rapport considérant l'importance et l'impact des enjeux entourant les technologies émergentes et leurs relations sur les groupes racisés.

Monsieur Rochon partage les prochaines étapes à venir pour le Groupe consultatif sur la transparence et la sécurité nationale. Il réitère que le groupe a la liberté de choisir les sujets qu'il juge pertinents basé sur l'expérience et l'expertise du groupe et Sécurité Canada peut aussi soumettre des propositions.

Dominic Rochon explique, que d'un point de vue thématique, la confiance du public envers les institutions démocratiques semble être un enjeu clé, qui mériterait une attention particulière.

Monsieur Rochon soutient que le groupe devrait considérer une période d'engagement plus active avec les intervenants sur le terrain, afin de prendre leur pouls sur les divers enjeux de manière plus spécifique, et engager une discussion sur les trois rapports précédents.

Il ajoute que le groupe traite de plusieurs sujets en parallèle, mais d'envergure réduite au lieu de se concentrer sur un thème général sur une année entière. Il soutient que le groupe s'apprête à traverser une période de transition alors que plusieurs membres quitteront l'équipe prochaine. Ainsi, il soutient qu'il sera important de bien faire cette transition pour garder l'initiative du GCTSN, tout en accueillant les multiples nouveaux membres au sein du Groupe.